

! infoaction

BULLETIN

Commissaire aux langues officielles

Juillet 2004
Volume 10, n° 1

- 1 **MOT**
de la commissaire
- 2 **SIMPLE COUP D'ŒIL**
et des réponses plein les mains
- 3 **NOUVEAU**
bureau de liaison régional
- 4 **D'INSPIRATION**
canadienne
- 5 **POURQUOI RELANCER**
la fonction de vérification?
- 6 **DE LA PAROLE**
aux gestes
- 7 **UNE AFFICHE**
qui vaut plus que mille mots
- 8 **À L'ANTENNE**
des régions
- 12 **NE LAISSEZ PAS**
la peur du bilinguisme
ralentir vos progrès
- 13 **VISION ET DÉFIS**
AU 21^e SIÈCLE
Symposium sur les
langues officielles
- 14 **MATIÈRE À RÉFLEXION**
- 16 **OPINION D'UNE**
AÎNÉE AUTOCHTONE
sur le bilinguisme
- 17 **ÇA VAUT LA PEINE**
d'y penser
- 19 **AVANT LE POINT FINAL**
La parole à la commissaire

Mot

DE LA COMMISSAIRE

Si j'avais à résumer les principales activités du Commissariat depuis la publication du dernier numéro d'*INFOACTION*, je serais portée à emprunter le titre d'un symposium tenu en mars, soit *Vision et défis au 21^e siècle*. En effet, au cours des derniers mois, nous avons déployé énormément d'efforts afin d'ajuster notre vision aux défis du « deuxième acte du projet linguistique canadien ». C'est ainsi que Son Excellence John Ralston Saul a défini la phase qui caractérise le mieux la réalité linguistique canadienne des années 2000. La vision du Commissariat s'incarne donc en termes de mesures très concrètes qui assurent de plus en plus l'égalité de qualité des deux langues officielles du pays.

Je vous encourage à lire attentivement le compte rendu du symposium sur les langues officielles *Vision et défis au 21^e siècle*, tenu à Toronto, les 2, 3 et 4 mars dernier, qu'*INFOACTION* vous présente. Cet événement a été marqué par un bouillonnement d'idées, de perspectives et de propositions qui ont permis de distiller des pistes d'actions concrètes qui touchent les grands secteurs abordés lors du symposium, dont l'éducation, les affaires, les arts, la culture et les sports.

Comme vous le savez sans doute, selon un des objectifs du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement fédéral, le gouvernement veut doubler d'ici 2013 le nombre de jeunes Canadiens et Canadiennes ayant une connaissance de leur deuxième langue officielle. Plus que jamais, je me suis rendu compte qu'il existe une volonté ferme chez un nombre significatif de Canadiens et de Canadiennes de travailler ensemble afin que les générations montantes possèdent la compréhension et les connaissances qui sont des atouts essentiels dans le Canada et le monde de demain. La lecture de quelques échanges et entrevues avec des participants au symposium saura vous en convaincre.

Au cours des derniers mois, le Commissariat a rendu publics les résultats d'études et d'une vérification, dont *INFOACTION* présente les points saillants. Ces documents illustrent que notre préoccupation est la même dans chacun des cas : nous voulons que soit respecté le droit des citoyens et des citoyennes à recevoir des institutions fédérales un service d'égalité de qualité dans les deux langues officielles.



Dyane Adam

Grâce aux diverses vérifications menées par le Commissariat, je suis davantage en mesure de fournir au Parlement une évaluation objective de la situation linguistique dans les institutions assujetties à la *Loi sur les langues officielles*. Il importe donc que je compare devant divers comités parlementaires. Le 1^{er} mars, dans le contexte de l'étude des budgets, j'ai présenté au Comité sénatorial sur les langues officielles un bilan des activités du Commissariat et je lui ai fait part de mes attentes par rapport au gouvernement.

Le 10 mai, je comparais de nouveau devant le même comité sénatorial et le lendemain devant le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes afin de partager avec eux les résultats de la vérification menée auprès de la Société canadienne des postes. À la même occasion, nous avons discuté des mesures à entreprendre comme suite à la publication d'études. Celles-ci portaient sur la problématique de la langue de travail au sein de la fonction publique fédérale et sur les services bilingues dans les commerces des édifices fédéraux de la région de la capitale nationale. En raison de mon mandat, je puis faire des recommandations appropriées, mais ce sont les élus qui doivent en assurer la mise en œuvre; d'où l'importance d'en discuter avec eux.

Sous la rubrique « À l'antenne des régions », vous constaterez qu'un peu partout au Canada, il y a des ambassadeurs d'une génération de jeunes et de moins jeunes pour qui la dualité linguistique est une réalité qui nous rapproche et nous enrichit.

Bonne lecture! Bonnes vacances et passez un bel été!

Simple coup d'œil

ET DES RÉPONSES PLEIN LES MAINS

Un jour ou l'autre, il nous arrive d'échanger avec des amis, des parents ou des collègues sur le bilinguisme tel qu'on le vit au Canada. Immanquablement, les mêmes questions reviennent sur le tapis :

- À quoi sert d'être bilingue au Canada? Dans le milieu du travail, quelle langue seconde est la plus utilisée? L'italien? L'anglais? L'espagnol?
- Quel est le pourcentage de personnes bilingues chez les anglophones? Et chez les francophones?
- Les jeunes Canadiens des années 2000 sont-ils plus bilingues que ceux des années 1970?
- Le gouvernement du Canada remet-il des bourses aux jeunes Canadiens désireux de perfectionner leur langue seconde?
- Les avantages économiques du bilinguisme... Il y en a?

Vous voulez connaître les réponses à ces questions? Consultez *Coup d'œil sur le bilinguisme*, une publication récente du Commissariat aux langues officielles. Les huit pages de la brochure contiennent des réponses à une foule de questions. C'est à lire et à retenir!



Pour en obtenir un exemplaire, communiquez avec le Commissariat au 1 877 996-6368 ou visitez son site Web à l'adresse www.ocol-clo.gc.ca.

Nouveau

BUREAU DE LIAISON RÉGIONAL

Dans son dernier numéro, *INFOACTION* vous a mis au courant d'un projet d'importance primordiale pour commissaire aux langues officielles : la création de postes de liaison régionale qui lui permettent, à elle et son équipe, d'être en constante relation avec le public canadien.

Le 7 mai dernier, M^{me} Adam a inauguré un bureau de liaison à Sudbury, en Ontario, en présence de nombreux invités représentant divers domaines, dont la politique, les institutions gouvernementales, le monde des affaires, l'éducation, la culture et les médias ainsi que des organismes communautaires francophones et anglophones. La commissaire a profité de l'occasion pour présenter la nouvelle agente de liaison, Mireille Groleau, qui s'est fait connaître dans le Nord de la province alors qu'elle était journaliste et réalisatrice à la station CBON de la Société Radio-Canada à Sudbury.

En s'adressant aux invités, M^{me} Adam a fait valoir l'importance et les avantages d'un bureau de liaison qu'elle considère comme un atout pour tout le Nord de l'Ontario. La présence de l'agente de liaison contribuera certainement au développement d'un dialogue avec les institutions fédérales assujetties à la *Loi* afin que ces dernières veillent à desservir la population nord-ontarienne dans la langue officielle de son choix. Elle a réitéré son appui aux communautés en situation minoritaire afin qu'elles puissent se donner les moyens nécessaires pour vivre et s'épanouir dans leur langue.

M^{me} Adam a souhaité que les organismes de la communauté anglophone proposent des occasions de développement, de rapprochement et de partenariat qui favoriseront les échanges entre les deux communautés linguistiques.

La population de la région de Sudbury a accueilli très favorablement l'ouverture du bureau de liaison régional qui rendra la réalité sociolinguistique de tout le Nord de l'Ontario de plus en plus présente à l'équipe du Commissariat aux langues officielles.



**La commissaire aux langues officielles
Dyane Adam, accompagnée de
Mireille Groleau, agente de liaison.**

D'inspiration

CANADIENNE

Il y a un peu plus d'un an, la commissaire aux langues officielles se rendait à Dublin, en Irlande, à l'invitation d'associations irlandaises qui lui demandaient de partager l'expérience canadienne en matière de mesures législatives relatives aux langues officielles. On se souviendra que le gouvernement de la République d'Irlande étudiait alors un projet de loi visant la promotion et la protection de la langue irlandaise et proposait la création d'un poste de commissaire aux langues officielles.

En 2003, l'Irlande a adopté sa première loi sur les langues officielles : *Official Languages Act Ireland*. Cette nouvelle loi reconnaît l'égalité des langues irlandaise et anglaise. Il faut noter que, selon l'article 8 de la Constitution irlandaise, l'irlandais est la « première langue officielle de l'Irlande ».

Le 30 avril dernier, la commissaire a été invitée à prononcer une allocution au XII^e Congrès biennal de l'Association irlandaise des études canadiennes, « Le dialogue interculturel : le Canada et l'autre », tenu à Cork, en Irlande. À cette occasion, elle a présenté un aperçu de l'expérience canadienne en matière de droits linguistiques.

M^{me} Adam a aussi explicité le mandat et les rôles du commissaire aux langues officielles en tant que « conscience active » de la société canadienne en matière linguistique. Elle a souligné le fait que son mandat va dans la même direction que celui confié au premier commissaire irlandais.

Puisque le gouvernement irlandais s'était inspiré de l'expérience canadienne en adoptant une loi sur les langues officielles et en créant un poste de commissaire, M^{me} Adam a présenté les ressemblances et les particularités des lois irlandaise et canadienne. Leur objectif est similaire en ce qu'il veut permettre et promouvoir l'usage des langues officielles au Parlement, dans les lois et les documents officiels, dans l'administration de la justice, dans les communications avec l'administration publique, lors de la prestation de services au public et dans la fonction publique. Les deux lois prévoient également un mécanisme de réparation et de compensation à l'endroit de personnes lésées dans leurs droits linguistiques. Étant donné le contexte distinct des deux pays, la commissaire a démontré comment leurs lois respectives ont leurs particularités. Pour ce qui est des spécificités de la *Loi* canadienne, elle les a explicitées à la lumière de faits historiques.

M^{me} Adam a conclu en rappelant qu'une loi n'est pas une fin, mais le début d'un travail toujours inachevé. Une loi incarne une vision à réaliser et à continuellement réaffirmer. La commissaire a ajouté : « Il s'agit de transformer les notions juridiques d'égalité et de droits culturels en expérience vécue par les citoyens et citoyennes, afin que les cultures fleurissent et participent à la richesse de l'ensemble de la société. »

Le saviez-vous?

- Selon Richard Pound, chancelier de l'Université McGill, le droit civil et la common law sont enseignés dans les deux langues officielles à l'Université McGill. Bon nombre de cabinets d'avocats dans des villes comme Londres, New York et Tokyo n'hésitent donc pas à recruter des étudiants de l'Université en raison de leur connaissance des deux langues.
Vision et défis au 21^e siècle, Symposium sur les langues officielles

- Selon Statistique Canada, durant l'année scolaire 2002-2003, près de 2 millions d'élèves ont suivi des cours de français langue seconde :

Programmes d'immersion française	357 000
Programmes de français de base	1 570 000
Cours d'anglais langue seconde (Québec et Nouveau-Brunswick)	560 000

Pourquoi relancer

LA FONCTION DE VÉRIFICATION?

Il existe de multiples formes de vérification. Celle qui nous intéresse, soit la vérification externe, est étroitement liée au rôle de la commissaire aux langues officielles. En vertu de la *Loi sur les langues officielles*, la commissaire est tenue légalement de faire rapport sur la façon dont les institutions fédérales appliquent la *Loi*. Les vérifications constituent une façon de recueillir de l'information exacte à cette fin. La commissaire a donc l'autorité de mener de sa propre initiative des enquêtes, dont des vérifications.

En rétablissant la fonction de vérification, inactive depuis plusieurs années pour des raisons budgétaires, le Commissariat a profité de l'occasion pour renouveler son approche de l'ensemble du processus. M^{me} Adam a voulu que la nouvelle politique de vérification externe mette l'accent sur la prévention. Elle veut que cette politique donne lieu à des vérifications qui sont à la fois un outil d'évaluation et un processus de consultation définissant les lacunes et les problèmes qui existent au sein des institutions.

M^{me} Adam a adopté cette approche comme principe directeur afin d'inciter les institutions fédérales à apporter les changements nécessaires dans le domaine des langues officielles. Selon la commissaire, le rétablissement du programme de vérification cadre bien avec le Plan d'action du gouvernement pour les langues officielles, dont un élément important est la reddition de comptes.

Le plan de vérification triennal est établi en fonction d'une analyse des risques. Les institutions nommées dans le plan de vérification annuel de 2003-2004 du Commissariat ont été informées qu'elles ont été retenues pour une vérification. Elles auront l'occasion de commenter les observations et les recommandations du rapport préliminaire de la vérification.

La commissaire soumettra les rapports de vérification finals aux comités permanents du Sénat et de la Chambre des communes sur les langues officielles, au président du Conseil du Trésor et, comme il se doit, à l'institution vérifiée. Les rapports seront également affichés sur le site Internet du Commissariat.

En somme, la nouvelle politique de vérification externe vise une évaluation éclairée et simplifiée de la santé linguistique des institutions fédérales. Pour en savoir davantage, vous pouvez obtenir un exemplaire de la nouvelle politique et une pochette d'information sur la relance de cette fonction en communiquant avec le Commissariat au 1 877 996-6368 ou en visitant le site Web du Commissariat à l'adresse www.ocol-clo.gc.ca.



De la parole

AUX GESTES

Selon des études récentes du Secrétariat du Conseil du Trésor et des plaintes déposées au Commissariat aux langues officielles, le français demeure sous-utilisé comme langue de travail dans les institutions fédérales situées dans les régions désignées bilingues. Devant ce constat, la commissaire aux langues officielles a effectué une étude intitulée *De la parole aux gestes : la langue de travail au sein de la fonction publique fédérale*.

Au cours de l'été 2003, une analyse sociolinguistique dans la région de la capitale nationale a démontré que les deux langues officielles ne se font pas entendre à la même fréquence ou à la même intensité en milieu de travail fédéral. La commissaire a déclaré : « Il y a eu de nombreux progrès au niveau de la langue de travail au cours des 15 dernières années mais, sur le terrain, il existe encore un écart entre ce à quoi les employés sont en droit de s'attendre et la réalité. Pour les employés fédéraux anglophones et francophones qui ont le droit de travailler dans leur langue, l'environnement de travail actuel ne leur offre pas de chances égales de s'exprimer dans la langue de leur choix. »

L'étude confirme qu'un malaise persiste chez les deux groupes linguistiques. En effet, le personnel francophone perçoit qu'en s'exprimant dans sa langue il risque de ne pas être reconnu à sa juste valeur par le superviseur, de ne pas être compris par des collègues et d'attendre plus longtemps que les autres pour des outils de travail et des cours de formation de qualité égale. Il en résulte que le recours à l'anglais s'impose plus souvent qu'autrement.

Pour ce qui est des employés anglophones en général, l'étude démontre qu'ils voudraient utiliser le français davantage, mais que la culture organisationnelle ne les encourage pas à le faire. Il ressort que bon nombre de superviseurs anglophones n'ont pas reçu un niveau de formation linguistique adéquat pour leur permettre d'accomplir leurs tâches de supervision efficacement.

Dans son étude, M^{me} Adam émet une série de recommandations et propose un plan de valorisation des langues officielles en milieu de travail qui se résume en trois axes d'intervention complémentaires : l'expression d'un leadership clair et soutenu, le développement de la capacité personnelle et le renforcement de la capacité institutionnelle. Une fois de plus, la commissaire a incité les cadres à donner l'exemple et à devenir des modèles du bilinguisme. Elle les invite à rappeler au personnel que chacun sera traité de la même façon et que leur contribution sera également valorisée, peu importe s'ils s'expriment en français ou en anglais. Elle recommande au gouvernement de développer et de soutenir davantage les compétences linguistiques de son personnel, et ce, à tous les niveaux.

M^{me} Adam a souligné que : « Dans cette étude, nous avons voulu mettre l'accent sur les moyens d'accélérer le changement de culture nécessaire pour atteindre les résultats souhaités. Je m'attends à ce que le gouvernement fédéral prenne toutes les mesures nécessaires pour créer l'encadrement et les conditions pour inciter l'utilisation des deux langues au sein de ses institutions. » Pour la commissaire, la consigne est claire et on ne peut plus préciser : il faut passer de la parole aux gestes.

Le saviez-vous?

- Les langues les plus parlées au Canada après le français et l'anglais sont, dans l'ordre, l'espagnol, l'allemand, l'italien, le hindi, l'arabe, le chinois, le russe et l'hébreu.
- En 2001, le Canada comptait une population de 30 millions dont 18 p. 100 (5,2 millions) connaissaient le français et l'anglais.
(Source : Statistique Canada, Recensement 2001, Population selon la connaissance des langues officielles, provinces et territoires)

Une affiche

QUI VAUT PLUS QUE MILLE MOTS

C'est à Toronto lors du symposium Vision et défis que la commissaire aux langues officielles a lancé une toute nouvelle affiche, intitulée « Respect », qui s'ajoute à une collection de trois affiches existantes : « Tradition », « Perspective » et « Vision ». Ces dernières avaient été conçues dans le but de promouvoir l'harmonie et le respect mutuel entre les deux groupes de langue officielle au Canada. Elles avaient été distribuées pour la première fois dans le cadre de la célébration Canada 125 en 1992 et ont connu une popularité à l'échelle nationale au cours des dix dernières années.

La nouvelle affiche a été réalisée en collaboration avec le Musée des beaux-arts du Canada et présente deux œuvres : *Dualité*, de Claude Le Sauteur, et *Hutte indienne*, d'Emily Carr. « Cette affiche exprime que le respect des langues officielles anime notre capacité à valoriser la diversité et l'ouverture à la différence », a déclaré la commissaire lors du lancement de l'affiche. Et elle a ajouté : « Au-delà de tous les avantages personnels et



économiques que l'on peut tirer de l'apprentissage d'une seconde langue, se trouve la marque indéniable du respect de l'autre. La meilleure façon de démontrer du respect pour l'autre et pour son groupe linguistique est d'apprendre à parler sa langue. »

Vous pouvez commander l'affiche en direct sur le site Web du Commissariat aux langues officielles ou en communiquant avec son administration centrale.



Élèves de l'école Cedarbrae High School à Scarborough :

Ashley Shah, Caroline Hardy,
Amanda Dell'Aquila, Nelie Huang
Stephen Dainty, Neville Jacobs
Matt Jones, Andrew Chang et
Phil Hunter.

À l'antenne

DES RÉGIONS

ON SE BRANCHE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Ils sont plus de 600 élèves en immersion française de la région de Saint John, au Nouveau-Brunswick, à avoir reçu une invitation au programme CONNECTIONS mis sur pied spécialement pour eux par Avantage Saint John Advantage, Canadian Parents for French et le district scolaire 8. Cette initiative, à la fois bilingue et gratuite, encourage les élèves en immersion à poursuivre leurs études en français en leur démontrant les avantages économiques, professionnels et culturels du bilinguisme.

CONNECTIONS comprend une présentation par des jeunes professionnels de la région qui vivent les avantages du bilinguisme. Une trousse d'information contenant, entre autres, divers dossiers, affiches, autocollants, tatouages temporaires, aimants et dépliants contribuera à les inciter à poursuivre leurs études en français en leur rappelant que le bilinguisme augmente les choix en éducation postsecondaire.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DU PACIFIQUE INNOVE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Dans le cadre d'un projet pilote original en Colombie-Britannique, l'accessibilité des services bilingues offerts au public a été examinée dans 181 bureaux fédéraux désignés bilingues. L'initiative, intitulée LE RESPECT INSPIRE, comprend un atelier interactif de quatre heures à l'intention des gestionnaires. LE RESPECT INSPIRE favorise et appuie le Programme des langues officielles et, de fait, est susceptible de servir de modèle de partenariat communautaire novateur qui pourrait s'appliquer dans l'ensemble du Canada.

Les ateliers liés à l'initiative LE RESPECT INSPIRE se tiennent dans des centres communautaires francophones dans des villes ciblées, permettant ainsi aux gestionnaires d'entrer en contact direct avec la clientèle à qui ils offrent ces services bilingues. L'un des trois volets est présenté

par une association francophone locale et porte sur l'histoire et l'état de la communauté francophone dans cette région précise. Durant la première phase, 125 places ont été mises à la disposition des employés fédéraux dans le Grand Vancouver, à Victoria, à Prince George et à Kelowna, même si le projet initial visait 40 gestionnaires dans le Grand Vancouver. Onze ateliers seront présentés dans l'ensemble de la région en 2004-2005.

RÉSEAUTAGE FRANCO FUN

En Colombie-Britannique, le réseautage en français est une activité fort intéressante où le travail est synonyme de plaisir! *RÉSEAUTAGE FRANCO FUN* gravite autour de 12 discussions mensuelles informelles avec des fonctionnaires et des représentants de la communauté francophone. Cette initiative permet d'encourager et de maintenir l'utilisation du français en milieu de travail ainsi que le réseautage avec la communauté francophone de la province. Les séances d'une heure et demie ont lieu pendant la pause-déjeuner des employés. Ces activités s'adressent aux fonctionnaires ayant atteint au moins un niveau de compétence linguistique BBB ainsi qu'aux employés provinciaux et municipaux.

RÉSEAUTAGE FRANCO FUN compte joindre tous les ministères et organismes fédéraux. Pour ce faire, le Conseil régional du Pacifique et Éducentre organiseront conjointement des activités qui susciteront l'intérêt de la communauté francophone et des fonctionnaires à conserver le caractère bilingue du Canada.

On invitera également les jeunes Canadiens et Canadiennes de la Colombie-Britannique pour les sensibiliser aux services bilingues du gouvernement fédéral et leur rappeler ainsi que le gouvernement du Canada est un employeur bilingue de choix.

Karsten Kaemling, agent de liaison du bureau régional de Vancouver, a participé à ces initiatives et se fera un plaisir de répondre à vos questions. Le site Web http://pfc.gc.ca/app/commit.cfm?commit=OFF_LANG, contient plus de renseignements.

UN NOUVEAU BAC EN ALBERTA

La Faculté Saint-Jean d'Edmonton et la Faculty of Nursing de la University of Alberta offrent maintenant un tout nouveau programme de quatre ans qui mène au baccalauréat bilingue en sciences infirmières. Ce programme permet aux étudiants d'obtenir un diplôme dans les deux langues officielles du Canada, répondant ainsi aux besoins des candidats francophones et francophiles. Grâce à ce nouveau programme, les diplômés seront en mesure d'assurer la prestation de soins infirmiers dans les deux langues officielles. Durant les deux premières années, les étudiants suivent les cours de français à la Faculté Saint-Jean et, les années suivantes, la majorité des cours en anglais à la Faculty of Nursing. Ils ont également l'occasion de faire des stages de pratique clinique en milieux bilingues ou francophones. De plus, les étudiants peuvent choisir de compléter les exigences de la quatrième année du programme dans une autre université canadienne où le français est la langue d'enseignement.

Ce projet a été réalisé sous la direction de M^{me} Claudette Tardif qui était alors doyenne de la Faculté Saint-Jean.

UNE PREMIÈRE EN NOUVELLE-ÉCOSSE

La communauté acadienne de la Nouvelle-Écosse rêvait depuis longtemps d'un réseau pour les services de santé en français. Depuis le 30 mars dernier, le rêve a cédé place à la réalité. Lors d'un forum tenu à Dartmouth sous l'égide de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), le Réseau Santé s'est doté d'un plan stratégique et de règlements intérieurs et a aussi élu son premier comité directeur.

Le Réseau Santé a comme objectif de promouvoir l'accessibilité à des services de santé de qualité dans toutes les régions acadiennes de la province. Il vise également la réalisation de diverses initiatives de formation des intervenants en santé ainsi que la publication d'un répertoire des services de santé existants dans la province. Le Réseau Santé planifie l'élaboration d'une stratégie de recrutement et de rétention des professionnels de la santé.

Selon M. Stan Surette, président de la FANE, il s'agit d'une journée historique pour les Acadiens de la Nouvelle-Écosse, une étape importante vers la mise sur pied permanente de services de santé en français.

SYMPOSIUM EN ATLANTIQUE

Dans un esprit de collaboration, quatre associations d'enseignants des provinces de l'Atlantique, dont la Newfoundland and Labrador Teachers' Association (NLTA), l'Association des enseignantes et des enseignants francophones du Nouveau-Brunswick (AEFNB), la Nova Scotia Teachers' Union (NSTU) et la Prince Edward Island Teachers' Federation (PEITF), se sont associées à la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) pour former un partenariat en vue de la tenue d'un symposium. Le partenariat a pu compter sur la participation de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Moncton et de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML).

Le symposium a eu lieu les 2 et 3 avril dernier à Saint John. L'événement avait comme objectif de donner aux participants l'occasion de faire une prise de conscience collective en vue de promouvoir une réflexion sur les défis qu'ils doivent tous relever : assurer non seulement la réussite scolaire, mais aussi la réussite identitaire des jeunes francophones des provinces de l'Atlantique. Dans le cadre d'ateliers et de panels, les participants ont échangé particulièrement sur les caractéristiques de l'enseignement dans une école de langue française ainsi que sur tout ce qui peut favoriser le développement de l'identité des jeunes francophones vivant en milieu minoritaire. Des représentants de deux centres scolaires et communautaires de Saint John et de Fredericton ont partagé quelques récits de succès qu'ils ont connus.

Un des points forts du symposium a certainement été la conférence d'ouverture prononcée par M. Rodrigue Landry, chercheur professionnel dans le domaine de l'éducation depuis plus de 30 ans. Le conférencier a partagé les résultats d'une recherche scientifique qu'il a menée pour le compte du Centre de recherche et d'information sur le Canada, intitulée *Libérer le potentiel caché de l'exogamie : le rôle de l'éducation tout au long de la vie*.

L'étude en question fait une analyse des données linguistiques du Recensement 2001 chez les enfants de moins de 18 ans des ayants droit francophones. L'étude constate une baisse de la clientèle cible, plus forte chez les enfants d'âge préscolaire et qui s'accroît avec le temps, et en présente une analyse et une explication en profondeur. M. Landry a explicité les conséquences de l'exogamie et a proposé des pistes d'action pour l'avenir.

Le symposium a connu un réel succès et les participants ont exprimé leur ferme volonté de donner suite à l'événement dans un avenir rapproché.

SI VOUS PASSEZ PAR WINNIPEG...

Pourquoi ne pas vous rendre dans le Vieux Saint-Boniface? Vous y vivrez une leçon d'histoire unique en son genre, surtout si vous vous arrêtez à la Maison Gabrielle-Roy au 375 de la célèbre rue Deschambault.

La Maison Gabrielle-Roy est administrée par une société à but non lucratif fondée en 1995 dans le but de restaurer et de sauvegarder la résidence où naquit l'un des plus grands auteurs du Canada de renommée mondiale. La Maison a été inaugurée officiellement le 19 juin 2003. Tout y contribue à faire davantage connaître la vie non seulement de Gabrielle Roy, mais aussi celle de son père, agent d'immigration bien connu, ainsi que le souvenir d'une famille canadienne-française venue du Québec pour s'installer au Manitoba au début du XX^e siècle. La Bibliothèque nationale du Canada a fait don d'archives, de photographies, de vignettes et de documents à la Maison Gabrielle-Roy. La Société Radio-Canada a généreusement mis à sa disposition toutes ses archives audiovisuelles existantes traitant de la vie de Gabrielle Roy.

Comme le rappelait dernièrement M^{me} Carol Harvey, professeure de français à l'Université de Winnipeg, c'est grâce à Gabrielle Roy si le Manitoba a trouvé place dans le monde littéraire dans les années 1950, 1960 et 1970. M^{me} Harvey a ajouté qu'on a souvent reconnu Gabrielle Roy comme l'auteur francophone préféré du Canada anglais.

Une visite à la Maison Gabrielle-Roy, c'est une façon de rendre hommage à la grande auteure que fut Gabrielle Roy et c'est se plonger du même coup dans une expérience littéraire et historique qui ne manquera pas d'inspirer tous ceux et celles qui s'y rendent.

Pour de plus amples renseignements, téléphonez au (204) 231-3853. Vous pouvez faire une visite virtuelle de la Maison en vous rendant sur son site Web (www.maisongabrielleroy.mb.ca).

UNE SOLUTION UNIQUE À UNE SITUATION UNIQUE

Constitué en société en 2002, le Centre de santé Saint-Thomas d'Edmonton compte maintenant des membres issus de 19 organismes locaux francophones. Cet établissement bilingue offre des logements abordables avec des services de soutien selon le modèle d'aide à la vie autonome et de soins de santé communautaires, des soins de première ligne à la communauté francophone ainsi que des programmes de diffusion externe et d'appui aux personnes âgées de langue française de la région. Le Centre pourra loger quelque 200 résidents et s'appuiera sur une équipe interdisciplinaire de fournisseurs de soins de santé bilingues. Les fonds proviendront de diverses sources, dont des trois ordres de gouvernement et de la communauté même.

Les travaux de construction devraient commencer bientôt et se poursuivre jusqu'au début de 2006. Les partenariats et le soutien sont en place; le projet avance bien et respecte les échéances. Le Centre de santé Saint-Thomas est une initiative exceptionnelle dont la communauté d'Edmonton peut avoir toutes les raisons d'être fière.

VIVRE LE LIVRE À SUDBURY

La ville de Sudbury est connue mondialement pour son nickel, mais dorénavant elle sera également réputée avoir donné vie à des milliers de livres au plus grand bonheur des francophones et francophiles de la région.

Du 6 au 9 mai dernier, se tenait le premier Salon du livre du Grand Sudbury, dont le thème Vivre le livre est devenu une espèce de cri rassembleur qui a donné lieu à un succès retentissant.

Plus de 12 000 visiteurs ont eu l'occasion de participer à 70 activités littéraires, notamment des lancements, des tables rondes, des ateliers d'écriture, des dîners littéraires, des films et même une chasse aux photos en pleine nature.

M^{me} Dyane Adam a prononcé l'allocution d'ouverture du Salon et a présenté le livre en tant que puissant véhicule de la culture d'un peuple. Elle a souligné l'importance que joue la diffusion du produit littéraire, autant celui de l'Ontario français que celui des maisons d'édition de langue française du Canada qui tenaient de nombreux stands au Salon. La commissaire a félicité tous les responsables et les partenaires de ce grand succès en mentionnant particulièrement la centaine de bénévoles.

Le Salon du livre est le premier salon du genre à voir le jour dans le Grand Sudbury depuis 30 ans. La célébration littéraire a accueilli une quarantaine d'auteurs et d'exposants. Des écrivains de l'Ontario français ainsi que des auteurs de tous les coins de la francophonie canadienne étaient sur place, notamment Arlette Cousture, Daniel Poliquin, Gaston Tremblay, Doric Germain et Louise Tanguay. La présence du célèbre astrophysicien Hubert Reeves et celle des artistes Chloé Sainte-Marie et l'unique Sol ont été fort appréciées aussi.

Chapeau au comité organisateur, aux organismes partenaires et à tous les bénévoles qui ont réalisé ce projet d'envergure ainsi qu'à tous les visiteurs qui en ont profité!

La littérature et la culture canadiennes-françaises sont en bonne santé. Le Salon du livre du Grand Sudbury a prouvé qu'elles connaîtront longue vie.



Ne laissez pas

LA PEUR DU BILINGUISME RALENTIR VOS PROGRÈS

Peter Robinson

Ainsi parle un homme d'affaires qui connaît de plus en plus de succès. Nous l'avons rencontré lors du symposium Vision et défis au 21^e siècle tenu à Toronto, où il a participé au panel sur le monde des affaires et l'économie. *INFOACTION* est heureux de partager avec son lectorat l'enthousiasme et l'optimisme d'un Canadien qui croit ferme en la dualité linguistique comme facteur de succès en affaires.

M. Peter Robinson, fondateur et président de Mountain Equipment Co-op (MEC), a fait du bilinguisme un élément essentiel à son entreprise, qui a vu le jour à Vancouver en 1971. L'entreprise offre des produits de qualité pour les loisirs de grande nature non motorisés.

Un jour, M. Robinson a envisagé d'établir des magasins au Québec. C'est alors qu'il a décidé de rendre son entreprise bilingue. En moins de 18 mois, un magasin de MEC était construit à Montréal et tout le personnel embauché était bilingue. M. Robinson raconte qu'il a dû faire traduire et publier tout son matériel de marketing, ce qui représentait 700 000 mots, pour une somme de près de 2 millions de dollars. C'était, à son dire, la seule façon d'assurer le succès de son nouveau magasin. Il précise que son plan stratégique avait prévu l'embauche de personnes bilingues qui occuperaient des postes importants au siège social de Vancouver, soit en informatique, en marketing, en communications, en ressources humaines, en administration, etc. À son avis, il était impératif que les gestionnaires de ces secteurs soient bilingues. Il n'a pas tardé à se rendre compte que les sommes investies dans l'ensemble du projet ont engendré des profits pour son entreprise.

MEC compte maintenant un magasin à Ottawa, où les services à la clientèle sont offerts dans les deux langues officielles. Depuis le 15 mai dernier, MEC a pignon sur rue dans la ville de Québec. Pour la première fois, l'édition du catalogue automne-hiver 2003-2004 est disponible en français. Présentement, Mountain Equipment Co-op prépare la traduction exhaustive de tous les termes reliés à l'entreprise. Plus de 200 employés qui travaillent au siège social à Vancouver ou dans leurs divers magasins sont bilingues.

M. Robinson note : « Nous établissons des postes-clés qui doivent être bilingues parce que nos affaires se passent dans les deux langues. Ce sont des postes, en général mieux rémunérés, qui mènent souvent à des postes de leadership. » De plus, le site Web de Mountain Equipment Co-op est affiché dans les deux langues officielles.

Parce qu'il a intégré le bilinguisme à son entreprise, M. Robinson affirme que de multiples avantages économiques en ont résulté sans compter l'enthousiasme de son personnel en milieu bilingue. Il suggère aux gens d'affaires d'embaucher des personnes bilingues dès le point de départ plutôt que de se faire octroyer des subventions du gouvernement pour des programmes de formation linguistique. Il propose aussi de mettre sur pied une banque des ressources humaines bilingues ce qui donne l'option de choisir les meilleurs candidats. Sagement, il aime répéter qu'il ne faut pas avoir peur du changement, car rendre une entreprise bilingue crée un certain malaise qu'il faut dépasser si on veut changer les choses.

Le 22 mars dernier, Mountain Equipment Co-op a reçu le prix Mérite du français de l'Office québécois de la langue française dans la catégorie Langue du commerce et des affaires pour la qualité du français de l'entreprise. Un honneur dont M. Robinson et ses employés sont fiers à juste titre.

M. Peter Robinson est un véritable agent de changement dans le secteur des affaires et de l'économie où il arrive parfois qu'on hésite à faire du bilinguisme un atout indispensable au succès d'une entreprise.



Vision et défis au 21^e siècle

SYMPOSIUM SUR LES LANGUES OFFICIELLES

Le symposium Vision et défis au 21^e siècle a certainement marqué un temps fort de la réflexion que suscite la situation linguistique du Canada. Le symposium qui s'est tenu à Toronto, du 2 au 4 mars dernier, a été organisé par le Commissariat aux langues officielles en collaboration avec Canadian Parents for French, le ministère des Affaires intergouvernementales et le ministère du Patrimoine canadien.

Le symposium est né d'un des principaux objectifs du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement fédéral, soit de doubler, d'ici 2013, le nombre de jeunes Canadiennes et Canadiens ayant une connaissance de leur deuxième langue officielle. Une rencontre préparatoire avait regroupé une vingtaine de spécialistes et de leaders d'opinion œuvrant dans les secteurs déterminants de la société canadienne. Lors des discussions qui ont eu lieu au cours de cette rencontre, les participants ont ciblé les principaux enjeux et ont jeté les assises du symposium. L'événement a réuni quelque 120 intervenants provenant des milieux de l'éducation, des affaires, de l'économie, des arts, de la culture et des sports.

Dans son allocution d'ouverture, la commissaire a interpellé les participants en ces termes : « Ce symposium est une invitation à dialoguer et à élaborer des pistes d'action pour pousser plus avant ce projet canadien : doubler, d'ici 2013, le nombre de jeunes ayant une connaissance de leur deuxième langue officielle. Ce symposium est celui des jeunes et de leur avenir; il doit aussi être l'expression de ce que nous pouvons leur donner, des instruments que nous ajouterons à leur boîte à outils pour saisir le futur. »

Le symposium comportait les éléments suivants :

- allocutions de conférenciers;
- discussions en panel ou en groupes portant sur trois thèmes : l'éducation; les affaires et l'économie; les arts, la culture et les sports;
- détermination des défis, des stratégies et des actions liés à chaque thème;
- engagements personnels pour contribuer à la réalisation de l'objectif commun.

Les participants ont cerné quatre principaux défis de taille :

- comment assurer l'apprentissage continu de la langue seconde depuis l'école primaire jusqu'au secteur postsecondaire;
- obtenir l'appui indispensable de l'opinion publique;
- intégrer le français et l'anglais à la vie quotidienne partout au Canada;
- renouveler les cadres de l'enseignement et de l'apprentissage des deux langues officielles.

Les participants ont déploré l'accès incomplet aux ressources culturelles ainsi qu'une collaboration insuffisante entre les intervenants. Enfin, ils ont souhaité que les diverses politiques gouvernementales sur l'enseignement et l'apprentissage de la langue seconde soient plus efficacement coordonnées.

À la lumière de multiples expériences de bilinguisme vécues dans divers secteurs de la vie canadienne, les participants ont défini des pistes d'action ainsi que des initiatives particulières aptes à favoriser un intérêt accru pour la connaissance et le maintien de la langue seconde.

Ils se sont penchés sur des stratégies qui contribueraient à atteindre l'objectif visé de doubler la proportion de diplômés d'écoles secondaires qui connaissent l'autre langue officielle, par exemple :

- mieux coordonner les activités gouvernementales;
- appuyer les échanges linguistiques;
- rendre plus cohérentes les activités de distribution et de diffusion;
- accentuer nos ressemblances tout en célébrant nos différences;
- faire une meilleure promotion des avantages du bilinguisme et faciliter l'accès aux ressources des grands diffuseurs.

Citant Son Excellence John Ralston Saul, conférencier d'honneur, M^{me} Adam a clôturé le symposium en invitant les participants « à jouer le deuxième acte du projet linguistique ». Elle leur a rappelé que l'heure est maintenant à l'action. La commissaire s'est réjouie

que le ministre responsable des langues officielles, l'honorable Pierre Pettigrew, se soit engagé, en partenariat avec Canadian Parents for French, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la réalisation du Plan d'action pour les langues officielles. Le ministre Pettigrew a notamment exprimé sa volonté de mener des consultations provinciales-territoriales auprès de groupes d'intervenants du secteur de l'enseignement du français langue seconde. Cette activité permettra de cerner les besoins particuliers et d'émettre des recommandations adaptées à chaque province et territoire. M^{me} Adam se réjouit du fait que le gouvernement fédéral reconnaisse aussi l'importance d'élaborer un plan d'action de mise en œuvre adapté à leur réalité.

La commissaire a remercié les participants d'avoir été aussi productifs et engagés et elle a conclu en affirmant que le symposium aura sans aucun doute l'effet d'une bougie d'allumage.

Matière

À RÉFLEXION

Rencontre avec Son Excellence John Ralston Saul au symposium national

Ce n'est pas un secret au Canada que Son Excellence John Ralston Saul est l'un des plus enthousiastes et dévoués défenseurs du bilinguisme. Depuis 1998, il rassemble des élèves de programmes d'immersion française et des élèves francophones de tous les coins du pays pour la conférence annuelle Français pour l'avenir/ French for the Future, qui est devenue un forum national reliant par satellite vidéo des élèves de 12 villes canadiennes différentes.

M. Saul a prononcé le discours-programme au symposium sur les langues officielles, Vision et défis au 21^e siècle. Un agent du Commissariat aux langues

officielles, qui l'a rencontré de façon informelle pour *INFOACTION*, a recueilli certains de ses points de vue et pensées sur l'avenir du bilinguisme au Canada.

Selon M. Saul, le Canada a, depuis 30 ans, mis en place des structures qui lui ont permis de modifier son visage linguistique. La première étape a été un succès et est maintenant terminée. Les Canadiens doivent maintenant concevoir un plan pour la deuxième étape s'ils ne veulent pas perdre une bonne partie des acquis actuels. M. Saul a indiqué : « Il est important de reconnaître qu'il n'est pas nécessaire que tous deviennent bilingues, mais il faut pouvoir compter sur une masse critique, regroupant, entre autres, des auteurs, des dramaturges, des gens d'affaires, et non pas seulement des représentants gouvernementaux. Cette masse critique est essentielle à des fins nationales et d'un point de vue international. La possibilité de devenir bilingue devrait être accordée à tous les Canadiens, ce qui permettrait au pays de profiter de l'intelligence et de l'expérience de tous ses habitants. »

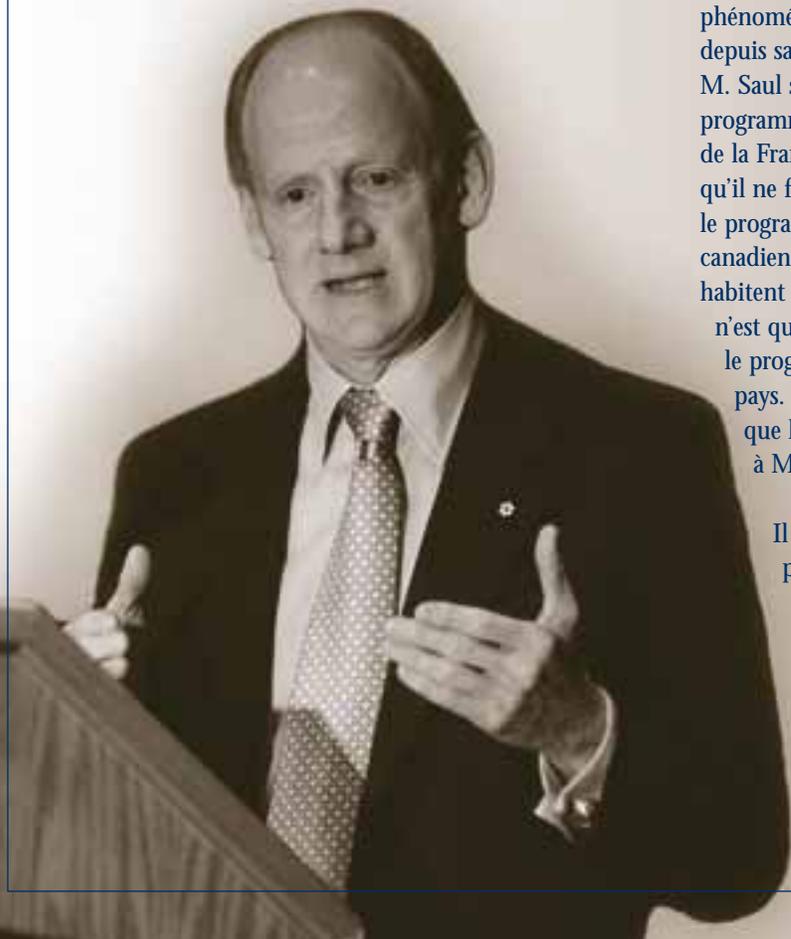
Incontestablement, M. Saul a pleinement confiance dans la présente génération d'élèves. En fait, il compte sur eux pour poursuivre la tradition canadienne de la dualité linguistique. « Le fait que les spécialistes en éducation ne conçoivent pas des programmes qui traitent les enfants comme des personnes intelligentes est le plus grand problème auquel le Canada est actuellement confronté. Les élèves veulent être stimulés, et non pas par du travail à mémoriser ou des mots à épeler. Ils sont pleins de créativité. »

Il s'inquiète toutefois. À son avis, on ne fait pas assez pour sortir le français de la salle de classe. Les élèves devraient pouvoir constater par eux-mêmes les avantages du bilinguisme. « L'une des barrières à la création d'un pays réellement bilingue est le manque de compréhension quant à la véritable valeur de la connaissance d'une deuxième langue », ajoute-t-il. « Les gens sont obsédés par les aspects politiques du bilinguisme. Ils ont oublié de prendre en compte les avantages économiques de la connaissance d'une deuxième langue sur le marché mondial actuel. »

M. Saul croit fermement que l'apprentissage du français doit non seulement être étendu, mais également être mieux intégré aux programmes d'études postsecondaires. « Plus vous intégrez le principe du bilinguisme dans les universités, plus le concept d'être biculturel avant d'être bilingue s'imposerait de lui-même et s'étendrait dans les écoles. » Pour y arriver, il croit que les universités et les collèges devraient joindre les élèves alors qu'ils sont toujours à l'école secondaire et que les établissements postsecondaires devraient revoir la première année d'études de leurs jeunes. Il espère que ces établissements veilleront à ce que les élèves puissent poursuivre leur apprentissage de la deuxième langue officielle et l'appliquer dans un environnement plus pratique. Lorsqu'on lui demande si une plus grande importance devrait être accordée aux programmes d'échange, M. Saul répond qu'ils ne réussissent que dans la mesure où ils permettent aux élèves d'être bilingues et biculturels une fois retournés dans leurs milieux respectifs.

En discutant des nombreux succès des programmes d'échange au Canada, il faut souligner la croissance phénoménale de l'organisme Français pour l'avenir depuis sa création en 1998. Nous avons demandé à M. Saul s'il était possible d'envisager la conception d'un programme international regroupant les États membres de la Francophonie internationale. M. Saul a indiqué qu'il ne fallait jamais fermer la porte et qu'il aimerait voir le programme s'étendre à au moins 25 villes et régions canadiennes. Comme bon nombre des Canadiens habitent de plus petites communautés, il est d'avis que ce n'est qu'une fois que les régions auront été rejointes que le programme englobera véritablement l'ensemble du pays. « L'un des problèmes du Canada est l'isolement que l'on ressent lorsqu'on vit à Corner Brook ou à Moose Jaw. »

Il ne fait pas de doute que plusieurs défis se posent pour promouvoir la dualité linguistique comme valeur canadienne intrinsèque. M. Saul conclut en affirmant que les 30 prochaines années seront, pour les langues officielles au Canada, très significatives.



Opinion d'une aînée autochtone

SUR LE BILINGUISME

« Il faut trouver des façons de rassembler les habitants du pays, et la langue est l'une d'elles. »

M^{me} Gloria Cranmer-Webster, une aînée autochtone respectée de tous, était au nombre des participants au symposium sur les langues officielles qui s'est déroulé à Toronto. *INFOACTION* l'a rencontrée pour connaître son point de vue personnel et profiter de sa sagesse.

M^{me} Gloria Cranmer-Webster est née à Alert Bay, en Colombie-Britannique. En 1975, elle est retournée vivre dans son village natal après une absence de 30 ans. Sa langue maternelle est le kwakwala, la langue autochtone parlée dans la région d'Alert Bay. L'anglais est devenu sa deuxième langue. M^{me} Cranmer-Webster est bien connue pour avoir conçu l'orthographe de sa langue maternelle et des manuels d'enseignement du kwakwala dans les écoles locales.

M^{me} Cranmer-Webster, qui parle elle-même plusieurs langues, sait que l'acquisition d'une deuxième langue dépasse la seule connaissance de la grammaire et de l'orthographe. Il faut également lire, jouer et vivre dans cette langue. M^{me} Cranmer-Webster est d'avis qu'il est important de promouvoir davantage les arts, la culture et les

sports : « Les jeunes semblent avoir de la difficulté à lier le milieu du travail et le bilinguisme; les jeunes doivent donc s'y intéresser par l'entremise des arts, de la culture et des sports. »

À son avis, il faut moins parler d'une société bilingue et plus d'une société multilingue. Dans certaines écoles de Vancouver, la population scolaire parle une cinquantaine de langues. Pour M^{me} Cranmer-Webster, l'avenir du français comme langue officielle du Canada semble incertain, compte tenu des fortes populations immigrantes des principales villes canadiennes qui, à leur arrivée, ne parlent aucune des deux langues officielles. « Il faudra trouver de nouvelles méthodes pour assurer la survie du français. »

Selon M^{me} Cranmer-Webster, les Canadiens de tous les âges devraient appuyer les deux langues officielles. Sur la question de la dualité linguistique, elle croit qu'il s'agit là d'une question d'unité nationale. « Il faut trouver des façons de rassembler les habitants du pays, et la langue est l'une d'elles. »

M^{me} Cranmer-Webster conclut en disant que les gouvernements doivent faire preuve de plus de « créativité et d'imagination quant à l'utilisation de la culture pour rejoindre les jeunes Canadiens ». Elle ajoute : « Nous devons nous efforcer de mettre en lumière nos héros canadiens, des gens comme Guy Lafleur (le héros de mon fils, joueur de hockey, qui est, par le fait même, devenu le mien), Daniel Lanois et Denys Arcand. Ils ont ainsi permis à la dualité linguistique du Canada de faire des progrès au cours des 30 dernières années. »

Faites-le-nous savoir

Si vous préférez recevoir la version électronique d'*INFOACTION* au lieu de l'imprimé, prière de nous le faire savoir en communiquant avec nous à l'adresse électronique suivante : infoaction@ocol-clo.gc.ca.

Merci d'avoir pris le temps de nous écrire!

Ça vaut la peine

D'Y PENSER

Nous aimerions vous faire part des bonnes pensées, suggestions, propositions et commentaires recueillis en si grand nombre au symposium. Mission impossible, bien entendu! *INFOACTION* est toutefois heureux de présenter les bonnes paroles sur le bilinguisme formulées par des participants, qui ont souligné l'importance d'une nouvelle approche holistique de notre réalité nationale.

Si une gamme complète de services bilingues étaient offerts un peu partout au Canada, les jeunes auraient plus de choix pour planifier leur avenir. Nous devons faire preuve d'innovation. Nous devons déterminer ce qui fonctionne pour les jeunes partout au pays. Si le bilinguisme est toujours envisagé du point de vue monétaire, nous n'irons nulle part.

Son Excellence John Ralston Saul

Les jeunes doivent se voir offrir de l'espoir et des encouragements. Il faut leur dire que « le bilinguisme est notre avenir ». Il faut concevoir une stratégie de communications. Les jeunes doivent avoir des modèles à suivre. Pour répondre à ces besoins, les Canadiens doivent travailler ensemble. Le symposium est source d'espoir; il constitue une trousse de survie.

L'honorable Denis Coderre

Lorsque je suis devenu ministre de l'Apprentissage de l'Alberta, j'ai écouté ce qu'avaient à dire les Albertains, et j'ai découvert que le bilinguisme est important pour les affaires et la culture et que 99 p. 100 des gens à qui j'ai parlé veulent que leurs enfants apprennent une deuxième langue.

J'ai toutefois noté une variation dans le degré d'acceptation d'une législation sur une langue seconde au sein du caucus de l'Alberta, mais ce qui a fait pencher la balance est la mondialisation. Il est reconnu que l'apprentissage d'une langue seconde est nécessaire pour faire des affaires à l'échelle internationale.

L'honorable Lyle Oberg, ministre de l'Apprentissage, Alberta

Il faut reconnaître les réalisations des élèves qui apprennent une deuxième langue. Des sondages ont indiqué que, pour 40 p. 100 des élèves, le français est le cours le plus important. Si le bilinguisme est si important, l'enseignement du français doit donc être davantage reconnu. La remise d'un certificat, l'appui du milieu des affaires et du sport et la reconnaissance dans les médias pourraient être des façons de féliciter les élèves qui réussissent leurs cours de français de base. À la remise des diplômes, ils pourraient recevoir leur diplôme d'études secondaires et un certificat d'apprentissage du français.

Susan Forward, enseignante en français de base et en immersion en français et directrice adjointe, Brother Rice Junior High School, Avalon East School District (St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador)

La capacité de parler une langue plus ou moins bien n'est pas une réalisation remarquable. En fait, je rencontre souvent des gens pour qui le fait de ne parler que deux langues est une faiblesse intellectuelle. Lors de rencontres internationales, il est essentiel de pouvoir avoir des conversations aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la salle de réunion.

Le bilinguisme favorise l'ouverture du Canada. Vous ne pouvez comprendre le pays en ne parlant qu'une seule langue. Nous devrions arrêter de parler du français comme d'une langue à protéger. Nous devrions la promouvoir, la rendre captivante.

Richard Pound, président, Agence mondiale antidopage, chancelier de l'Université McGill

Le génie du Canada repose dans le fait que sa culture est en constante évolution. L'apprentissage d'une langue seconde est un geste puissant, une indication de son engagement à l'endroit du Canada, dans la mesure où celui-ci est volontaire et non forcé. Des valeurs communes doivent unir le Canada. La plus importante forme d'art qui permet d'atteindre cet objectif est le cinéma.

Les entreprises culturelles comme le Cirque du Soleil remportent beaucoup de succès. Cet enthousiasme pourrait-il s'étendre à l'ensemble du pays?

Jacques Bensimon, président, Office national du film du Canada

La culture et l'éducation sont étroitement liées, et une langue doit non seulement être apprise dans une salle de classe, mais également à l'extérieur de celle-ci.

Plus de un million d'Ontariens parlent français, mais moins du quart d'entre eux sont francophones. La télévision est le moyen le plus courant et le plus populaire de prestation d'un contenu, ce qui, pour TVOntario, représente une chance unique de promouvoir la langue française.

TFO (le réseau francophone de TVO) prépare un programme linguistique visant à aider les parents anglophones d'élèves en immersion à renforcer l'apprentissage du français à l'extérieur de la salle de classe. Un partenariat a ainsi récemment été formé entre TVO et Canadian Parents for French.

Isabel Bassett, présidente-directrice générale, TVOntario

Le bilinguisme est souvent défini dans le seul contexte canadien, mais l'apprentissage d'une langue seconde permet de découvrir une autre culture, des valeurs différentes et des styles de vie inconnus, et, généralement, d'élargir ses horizons. Les jeunes Canadiens d'aujourd'hui devront posséder ces qualités pour se faire une place sur le marché international. L'esprit est comme un parachute; il fonctionne mieux lorsqu'il est ouvert.

L'honorable Pierre Pettigrew

À mon avis, la conférence a connu un succès retentissant et a démontré que le bilinguisme dépasse la seule salle de classe.

Le gouvernement ne doit pas seulement viser la préservation du bilinguisme. Il doit élargir sa portée et convaincre la population de l'importance pour l'économie des personnes qui parlent français et anglais. Il est primordial de favoriser le dialogue et d'établir un processus ouvert de consultation avec tous les ordres de gouvernement, les parties intéressées, les francophones et les gens qui croient au multiculturalisme.

L'honorable Madeleine Meilleur, ministre de la Culture et ministre déléguée aux Affaires francophones, Ontario

Même si le bilinguisme atteint maintenant un sommet, la majorité des Canadiens vivent dans des collectivités unilingues et n'ont aucun contact avec l'autre langue officielle. La majorité des gens croient toujours que l'anglais est la langue universelle, même si, dans les faits, un Canadien sur six ne comprend pas convenablement cette langue. Du point de vue économique, l'apprentissage du français comporte des avantages.

Le Canada, en raison de son bilinguisme, sera avantagé du point de vue des relations et des échanges internationaux. Montréal en est la preuve. La ville a ainsi attiré un certain nombre d'organisations internationales en raison de son bilinguisme. L'apprentissage d'une troisième langue est beaucoup plus facile que la deuxième, ce qui prédispose les jeunes Canadiens bilingues à devenir multilingues. L'arrivée d'immigrants ne fera qu'accélérer ce processus. Une population bilingue/multilingue sera également un avantage économique pour le Canada par rapport à son voisin unilingue du Sud.

Michael Goldbloom, éditeur, Toronto Star



La connaissance d'une langue seconde ouvre la porte au monde entier. On devrait, sans contredit, profiter de toutes les chances qui s'offrent à nous pour apprendre une deuxième langue. Les acquis seront perdus si la langue n'est toutefois pas activement mise en pratique. Les diplômés des programmes d'immersion en français devraient regarder la télévision et des films en français, lire des livres en français et consulter les nombreux excellents sites en français sur Internet.

AMICUS Web, une ressource d'information bilingue élaborée et maintenue par la Bibliothèque nationale du Canada pour les bibliothèques, les chercheurs et le public, est un outil précieux pour les personnes intéressées à améliorer leur langue seconde et à approfondir leurs connaissances de la vie culturelle du Canada, aussi bien en français qu'en anglais. AMICUS Web permet d'accéder à 26 millions de notices complètes de 1 300 bibliothèques canadiennes, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Il offre différents services pour répondre à vos besoins.

Dans bon nombre de bibliothèques canadiennes, les livres et autres documents en français sont classés sous la rubrique « Langues étrangères ». J'espère que cette situation sera corrigée. Cela prouve qu'un certain nombre de Canadiens ont encore besoin d'être instruits et mieux renseignés sur les langues officielles. Tout un défi!

*Roch Carrier, administrateur général,
Bibliothèque nationale du Canada*

Avant

LE POINT FINAL

La parole à la commissaire

Dans le contexte actuel des soins de santé, où l'on cherche à réduire les coûts de traitement et les séjours en milieu hospitalier, le facteur linguistique et la dimension humaine sont d'une importance critique. La réorganisation des services fait souvent reposer une charge accrue sur les familles. Et quand elles ne peuvent s'en acquitter, ce sont les communautés qui doivent finalement prendre le relais. Or, les communautés minoritaires ont peu de ressources et peu d'institutions pour faire face à la demande. Aussi, la recherche permettrait de mettre en évidence de nouvelles façons d'outiller la communauté afin de l'aider à assumer cette charge sociale et d'éviter que ses membres ne soient défavorisés. Il s'agit d'une question d'égalité des chances.

La recherche semble indiquer que la connaissance d'une langue officielle est en soi un déterminant de la santé, en interaction éventuelle avec le statut socioéconomique, l'ethnicité et d'autres facteurs qui ne sont pas encore définis. Cependant, beaucoup de travail reste à faire pour établir des stratégies et des plans d'action concrets qui répondent aux besoins des communautés et font de la dimension linguistique un atout plutôt qu'un obstacle dans une perspective d'universalité des soins de santé.

Allocution lors d'un atelier, « Besoin, lacunes et opportunités : améliorer l'accès aux services de santé au sein des minorités francophones et anglophones », Instituts de recherche en santé du Canada, le 11 mars 2004

Vous déménagez?

Prière de remplir ce coupon, de le découper et de le faire parvenir à :

INFOACTION

Commissariat aux langues officielles
344, rue Slater
Ottawa (Ontario) K1A 0T8

PRÉNOM.....

NOM DE FAMILLE

ANCIENNE ADRESSE

Rue..... App./Bureau/Salle.....

Ville.....Province.....

Code postal.....

NOUVELLE ADRESSE

à compter de maintenant OU jour.....mois.....année.....

Rue.....App./Bureau/Salle.....

Ville.....Province.....

Code postal.....

La dualité a immensément contribué à faire du Canada une société ouverte, prête à façonner son avenir. En effet, la négociation d'un compromis réussi entre les deux grandes cultures française et anglaise a façonné non seulement notre constitution, mais également nos valeurs et nos façons d'être ensemble. En définitive, ce sont les Canadiens et les Canadiennes qui, jour après jour, cultivent et renouvellent cet esprit de respect et d'appréciation des différences.

Les personnes qui comprennent le mieux le sens de ces valeurs sont possiblement celles qui ont rejoint tout récemment la famille canadienne. Il est significatif d'ailleurs que les immigrants soutiennent la dualité linguistique dans une proportion plus grande que les Canadiens nés au Canada. Lorsqu'on leur demande si le fait d'avoir deux langues officielles fait du Canada un pays plus accueillant, 70 p. 100 des citoyens nés au pays en conviennent, mais 75 p. 100 des immigrants estiment que cela est vrai. (CRIC, Cahier n° 13, mars 2004)

L'efficacité et la portée de notre politique d'immigration et, finalement, le devenir de notre modèle de société dépendent en partie de la recherche et des mesures particulières que nous prendrons pour que les communautés minoritaires puissent accueillir la diversité. C'est la dualité linguistique qui a permis l'établissement d'une société tolérante et ouverte au Canada, et c'est elle qui continuera à nous fournir des outils pour savoir recevoir et intégrer des arrivants du monde entier, et construire ensemble des communautés dynamiques et vigoureuses.

*Allocution, « Dualité, diversité, communautés : pistes de recherche pour promouvoir l'immigration dans les communautés minoritaires de langue officielle »,
Conférence Métropolis, Montréal,
le 28 mars 2004*

Au cours des dernières années, le Canada a peut-être fait des progrès encore plus grands que tous les autres pays pour ce qui est de la diversité et de la célébration de celle-ci. Nous vivons dans un pays dont la force et l'identité résident de plus en plus dans ses nombreuses IDENTITÉS...

La diversité fait maintenant partie de notre tissu national et elle a donné naissance à un Canadien, une Canadienne, qui ne cesse d'évoluer et de s'adapter au monde extérieur – à force de vivre littéralement avec le monde DANS sa communauté, au quotidien, dès qu'il aperçoit ses voisins.

M. Agha Khan, philanthrope et leader musulman, a qualifié le Canada de « société pluraliste la plus réussie du monde ».

Lorsqu'on parle la langue de quelqu'un d'autre, on ne se limite pas à communiquer avec cette personne – on entre dans sa peau. On arrive à comprendre comment elle pense... et cela rend plus sensible à d'autres cultures en général.

En examinant la situation dans d'autres pays, on se rend compte que peu d'entre eux sont aussi déterminés que le Canada à accueillir les gens AVEC leurs traditions.

Allocution, «Le tissu social du Canada : accueillir la dualité et la diversité », Laurier Speaker Series on Diversity and the Future of Canada, Vancouver, le 6 avril 2004

Le saviez-vous?

- Le Centre de recherche et d'information sur le Canada (CRIC) a analysé quelques données recueillies par Environics Research. Ainsi, 88 p. 100 des Canadiens croient que, dans le contexte de l'économie mondiale actuelle, les gens ayant la capacité de parler plus d'une langue réussiront mieux, tandis que 82 p. 100 estiment qu'apprendre une deuxième langue est l'une des choses les plus valorisantes qui soit. (*The Globe and Mail*, le 28 février 2004)